... que vous nous pourrons faire de l'argent que je vous apporte et de celui que je vous apporterai bientôt. »

Des acclamations unanimes, de cris répétés de : Vive Rochefort ! ont salué son passage.

Cormeux, 15 novembre. — La salle de la chambre syndicale où doit avoir lieu la réunion, est comble de guindaches et des area de ... sont disposés depuis l'entrée jusqu'à l'estrade.

La foule est considérable. A leur entrée MM. Rochefort et Jaurès sont salués par des acclamations enthousiastes.

La musique municipale joue la *Marseillaise*. La présidence est donnée à Henri Rochefort, qui prend aussitôt la parole. Après avoir témoigné sa satisfaction de se trouver au milieu d'une population dont l'énergie et le calme font l'admiration du monde socialiste et humanitaire, il ajoute quelques mots sur l'usine projetée.

Si on a trè vé souvent les socialistes de rêveurs, les rêves se sont transformés cette fois en une réalité par le don de fonds que la police ne pourra pas saisir.

M. Jaurès remercie en ses deux amis, particulièrement Henri Rochefort dont le style mordant en ridiculisant ses adversaires a fait la prem-ère brèche à la forteresse ennemie. Désormais les puissants, les capitalistes, les patrons ne pourront plus menacer, car leurs menaces retomberont sur eux.

Enfin, M. Jaurès annonce que dans quinze jours en sus les 500,000 francs nécessaires à la nouvelle usine.

Les assistants se séparent après avoir voté un ordre du jour par lequel les verriers et similaires remercient les députés et sa ut ent Henri Rochefort qui a apporté à la grève un concours décisif. Ils s'engagent par leur discipline et leur concorde à faire fonctionner l'usine œuvre et propriété de la France ouvrière.

L'ARRESTATION D'UN JESUITE

Nantes, 15 novembre. — Sur un mandat du parquet de Rouen, la police de Nantes a arrêté, dans un couvent où il se trouvait depuis quelques jours, le P. Gérard, jésuite, inculpé d'attentats à la pudeur sur une petite fille de douze ans, qu'à la demande de la mère il avait placée dans un couvent de Rouen.

Nouvelles Étrangères

Naissance à la Cour de Russie

Saint-Pétersbourg, 15 novembre. — L'impératrice Russie est heureusement accouchée d'une fille.

LES INCOMPATIBILITÉS

Voici, d'après un de nos confrères, quels sont les membres du Parlement rentrant dans les catégories visées par le projet de loi sur les incompatibilités ; il y a dix-sept sénateurs et vingt-cinq députés.

Sénateurs

Audiffred-Pasquier (duc d') (inamovible). — Président du conseil de régie de la Compagnie des mines d'Anzin.

Bardoux (inamovible). — Administrateur de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

Benazet. — Administrateur de la Compagnie des mines d'Aquitaine.

Camescasse. — Administrateur de la Compagnie générale des omnibus.

Cuvinot. — Président de la Compagnie générale des omnibus, membre du conseil de régie de la Compagnie des mines d'Anzin.

Demarmandie (inamovible). — Président de la Compagnie du Midi, de la Société anonyme de Nickel ; — vice-président de la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée ; — administrateur des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne ; — membre du syndicat du chemin de fer de grande ceinture.

Denis. — Président de la Société des Chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements ; — administrateur du Crédit foncier, de la Société de l'éclairage au gaz et des hauts fourneaux et fonderies de Marseille et des mines de Portes et Sénéchas.

Goüin (inamovible). — Administrateur de la Banque de l'Indo-Chine.

Guichard. — Président du conseil d'administration de la Compagnie universelle du canal de Suez ; — administrateur de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz.

Krantz (inamovible). — Président du conseil d'administration de la Compagnie de Fives-Lille pour constructions mécaniques et entreprises ; — ingénieur en chef-conseil de la société des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements.

Magnin (inamovible). — Gouverneur de la Banque de France.

Marcère (de). — Président de la Compagnie des mines de Béthune ; — censeur du Crédit foncier.

Marel. — Administrateur du Syndicat des entrepreneurs.

Mir. — Président du conseil d'administration des Chemins de fer départementaux ; — administrateur du Crédit foncier.

Poirrier (Seine). — Président de la Société des matières colorantes et produits chimiques de St-Denis.

Jules Simon. — Administrateur du Crédit foncier.

Tirman. — Président du conseil d'administration de la Compagnie des docks et entrepôts de Marseille ; — administrateur de la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Ouest-Algérien.

Députés

Arenberg (prince d'). — Membre du conseil de régie de la Compagnie des mines d'Anzin ; — administrateur de la Compagnie universelle du canal de Suez.

Aynard. — Régent de la Banque de France.

Boisson. — Régent de la banque de France.

Georges Berger. — Président du conseil d'administration des Aciéries, hauts fourneaux et forges de Trignac.

René Brice. — Administrateur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, de la Société générale des Chemins de fer économiques.

Ernest Cornet. — Administrateur de la Compagnie des Messageries-Maritimes.

Chevois. — Administrateur de la Compagnie française des voies ferrées économiques.

Cohiet. — Administrateur de la Société anonyme des mines de Carmaux, de la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris.

Etienne. — Administrateur des chemins de fer de l'Est.

Gérard (le baron). — Administrateur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

Lemercier (comte). — Administrateur de la Société générale de Crédit industriel et commercial.

Marmottan. — Président du conseil d'administration de la Compagnie des mines de Bruay.

Marséjouls. — Administrateur de la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

Mézières. — Administrateur du Crédit Foncier.

Louis Passy. — Administrateur du Crédit foncier colonial, de la Société générale, du Crédit industriel et commercial, etc.

Pichon. — Administrateur de la Compagnie des mines de Bétheme.

Pouyer-Quertier (Aug. de). — Président du conseil d'administration de la Société anonyme des mines de Carmaux, de la Compagnie des fonderies et forges d'Alais ; — administrateur de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, etc.

André Reille (baron). — Administrateur-directeur-capitaine de la Compagnie des fonderies et forges d'Alais.

Jules Roche. — Administrateur des Chemins de fer de l'Est.

Rouvier (*Charles*). — Administrateur de la Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts, de la Compagnie universelle du canal de Suez.

Léon Say. — Vice-président du comité de direction de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Henri Schneid r. — Gérant des Houillères, Forges, Aciéries et ateliers de construction du Creusot ; — régent de la Banque de France ; — administrateur de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, etc.

Thomson. — Administrateur des Chemins de fer de l'Est.

Armand Viellard. — Administrateur de la Compagnie ulier ella du canal de Suez.

LE COMMERCE DE LA FRANCE

L'impr marie nationale vient de mettre sous presse le volume des documents statistiques publiés par l'Administration des douanes sur le commerce de la France pendant les dix premiers mois de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 31 octobre, à 2,983,360,000 fr., et les exportations à 2,719,097,000 fr.

Le mouvement commercial pendant le mois d'octobre se décompose comme il suit :

Importations	OCTOBRE 1895	1894	1893
Objets d'alimentation	99.722	92.392	1.660
Matières industrielles	259.362	144.185	15.197
Objets fabriqués	52.966	46.387	4.619
Totaux	391.690	282.924	18.156
Exportations			
Objets d'alimentation	42.737	70.811	38.074
Matières industrielles	96.642	67.136	20.593
Objets fabriqués	164.732	125.068	32.674
Colis postaux	4.892	4.416	476
Totaux	309.003	267.421	41.583

Le mouvement des échanges entre la France et les autres pays pendant le mois d'octobre s'est élevé à 691 millions au lieu de 550 millions pendant le mois d'octobre 1894. C'est un accroissement de 60 millions, c'est-à-dire de près de 11 o/o.

Cet accroissement a porté tant sur les importations que sur les exportations, mais principalement sur ces dernières. Du côté des importations, il y a eu augmentation surtout pour les matières premières nécessaires à l'industrie ; cette augmentation représente les cinq sixièmes de l'augmentation totale. La diminution continue à porter sur les denrées alimentaires. Quant aux exportations, c'est surtout en ce qui concerne les objets fabriqués que l'accroissement se fait sentir : il est de 40 millions pour le mois d'octobre. C'est la continuation des faits constatés déjà dans les mois précédents ; il y a même accélération, car l'accroissement est de 40 millions en octobre, au lieu de 30 millions pendant le mois précédent.

On doit constater a nouveau que la reprise de l'activité industrielle, qui a été tendue manifeste depuis le commencement de l'année, s'accentue de plus en plus, au grand bénéfice de notre commerce.

Voici maintenant le bilan du commerce de la France pour les dix premiers mois des deux années :

	Importations 1895	1894	DIFFÉRENCE EN
Objets d'alimentation	857.414.000	922.811.000	185.397.000
Matières nécessaires à l'industrie	1029.617.000	1769.099.000	60.479.000
Objets fabriqués	473.309.000	452.429.000	20.880.000
Total	2983.360.000	3205.337.000	221.987.000
	Exportations		
Objets d'alimentation	437.315.000	395.758.000	38.433.000
Matières nécessaires à l'industrie	714.878.000	616.127.000	98.751.000
Objets fabriqués	1432.840.000	1257.350.000	171.881.000
Colis post.	84.064.000	90.160.000	25.504.000
Total	2719.097.000	2458.391.000	260.706.000

Pendant cette période, le mouvement des échanges a été, en 1895, de 5,690 millions et en 1894, de 5,663. Il y a donc décroissance une augmentation de 30 millions. C'est exclusivement à l'accroissement des exportations que ce résultat est dû. Cet accroissement atteint pour ces dix mois, le total énorme de 260,706,000 fr. : il représente une proportion de 10 5/10. Il importe d'ajouter que les objets fabriqués entrent pour les trois quarts dans cet accroissement.

La supériorité du mouvement commercial de l'année 1895 par rapport aux années précédentes se manifeste dans des proportions de plus en plus élevées. Mais ces mêmes convaincus que les adversaires endurcis de la politique économique du pays, s'ils ne peuvent nier cette supériorité, se garderont bien de la constater.

DERNIÈRE HEURE

Discours de M. Waldeck-Rousseau

Roanne, 15 novembre. — M. Waldeck-Rousseau a passé la journée à Roanne. A 2 heures de l'après-midi, conduit par M. Audiffred, député, il s'est rendu chez M. Deshe no's pour faire une conférence politique aux délégués républicains de l'arrondissement.

Un millier de personnes se trouvaient dans la salle.

M. Waldeck-Rousseau prend la parole en ces termes :

Messieurs,

Les quelques paroles que vient de vous adresser M. Audiffred me causeraient un grand embarras si je ne savais de vieille date tout ce qu'il y a d'indulgence dans vos habitudes.

Nous nous sommes rencontrés vers 1878 ; nous avons été unis par une même compréhension d'idéal républicain ; l'un et l'autre nous nous sommes efforcés de faire de notre idéal des réalités tangibles en confirmation et le développement des institutions républicaines du progrès pacifique de l'humanité. On parle beaucoup de lois sociales, et il semble en vérité que ce soit tout dernièrement qu'un homme politique se soit avisé pour la première fois de demander au régime républicain la réalisation de certains progrès et la solution de certaines questions.

Eh bien, Messieurs, je ne suis que juste en rappelant que presque toutes les questions qui sont à l'ordre du jour des Chambres et que nous chercher à la conversation de caisses de retraite pour la vieillesse, les assurances contre les accidents du travail, en un mot, tout ce qui est sous mesures de prévoyance, à une meilleure organisation du fonctionnement du travail, porte, je suis fier de le déclarer, la signature de M. Audiffred et la mienne.

Dès la première heure, nous avons été les serviteurs fidèles de ces idées et si quelque chose nous a séparés de ceux-qui aimerait à donner à solidarité qu'elle avaient le monopole de ces préoccupations, c'est que nous n'avons jamais cessé de croire qu'il dût être possible dans un pays comme le nôtre de la vivre tout ce qu'on est en droit de demander qu'on est convenu et qu'on a raison d'appeler le progrès, en dehors des garanties que réclame l'ordre lui-même qui est, nonsieur un des besoins de l'humanité.

Le peuple devrait être porte de ce côté son regard d'un ... ; il n'en est rien et nous sommes qu'il est impossible de faire quelque chose pour le travailleur, sans qu'aussitôt ... ; mon cer, blesser cet autre intérêt de premier ordre qui s'appelle le capital.

J'ai prononcé le mot ... ; mon mot qui est devenu comme une cible. Il faudrait cependant montrer qu'elle n'est pas autre chose que la somme des efforts et des sacrifices de ceux-ci le plus laborieux peut-être qui soit à l'heure actuelle.

Toute notre propriété foncière est à présent dans un crouset et le capital sans cesse dénoncé sans cesse menacé n'est pas autre chose que le fruit d'un labeur ... dans le temps notre peuple français s'est montré le premier de tous les peuples.

C'est pourquoi M. Audiffred et moi nous portons notre attention sur la caisse de retraite des ouvriers mineurs.

Nous n'avons jamais pensé qu'on pût imposer une réforme de ce genre par la violence, par la force. Nous pensons qu'il en est de ces progrès comme de tous les autres et qu'il faut pour réaliser quelque chose, la patience et de la résolution. Je ne rien ne décourage malgré ce qu'a dit M. Audiffred.

On ne discuterait personne que vous n'avez devant vous un ... Vaincu ... Vaincu ... j'ai quitté la politique, vainement je n'y suis entré qu'entraîné par tout ce que j'avais au milieu de ma différence ... Je ne suis pas vaincu ... j'ai ... rete pas moins un très grand ... ...

Janvier ou ... je viens dans ce département, je ne pouvais ... ... pour les bases d'une opposition systématique ; je voulais ... ... mon ... ...